

Questions orales

sexuelle des enfants, la prostitution des jeunes et les formes violentes de pornographie.

Je tiens à assurer mes concitoyens que leur député s'associera de très près à ces initiatives et qu'il luttera avec acharnement pour combattre ces fléaux qui affligent notre société.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE LIBRE-ÉCHANGE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition): Monsieur le Président, dans le discours du Trône, le très honorable premier ministre a changé de cap en ce qui concerne le libre-échange.

Ma question s'adresse au très honorable premier ministre. D'abord parti dans la mauvaise direction, maintenant il ne sait plus du tout où il s'en va. La pierre angulaire de sa politique vient d'être abandonnée. Que reste-t-il de sa crédibilité?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il n'y a eu aucun changement de cap. Le dialogue commercial est bel et bien maintenant engagé avec les États-Unis. Je pense que cinq réunions importantes ont déjà été tenues. On entre maintenant dans une nouvelle phase et, récemment, l'ambassadeur Reisman a exprimé sa confiance quant aux résultats ultimes. Et pour nous, le gouvernement canadien demeure convaincu qu'il s'agit là d'une initiative importante et heureuse pour le Canada.

[Traduction]

LES EXPORTATIONS DE BOIS D'OEUVRE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition): Monsieur le Président, le premier ministre n'aurait jamais dû laisser la ministre du Commerce extérieur céder devant les Américains au sujet du bois d'oeuvre au moment même où le tribunal des États-Unis a été saisi de l'affaire. Ce matin, les Américains se moquent de nous parce que nous avons cédé avant le prononcé du verdict. Pourquoi le premier ministre a-t-il laissé la ministre du Commerce extérieur faire une offre aussi naïve aux Américains?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, la ministre du Commerce extérieur n'a nullement cédé. Si le député veut bien téléphoner à M. Shultz, il verra que ce n'est pas le cas.

Les provinces ont proposé une approche qui a obtenu l'appui des syndicats. La ministre du Commerce extérieur, qui vient elle aussi de Colombie-Britannique, a présenté cette position à Washington où un groupe de pression l'a rejetée. La réponse finale viendra en temps voulu. Comme les premiers ministres

Vander Zalm et Jack Munro l'ont dit hier, nous pensons tous que le résultat sera favorable pour la Colombie-Britannique et le Canada.

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, contrairement au premier ministre, George Shultz est peut-être mon ami, mais ce n'est pas mon patron.

Des voix: Bravo!

LES SECTEURS DE L'AUTOMOBILE ET DE L'ACIER

Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition): Maintenant que le premier ministre a cédé devant les Américains au sujet du bois d'oeuvre va-t-il en faire autant pour l'Accord de l'automobile ou l'acier? Peut-il assurer aux centaines de milliers de travailleurs de l'automobile et de métallurgistes du Canada qu'il ne fléchira pas devant pas les intérêts américains comme il l'a fait aux dépens de nos travailleurs du bois?

● (1120)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, puis-je faire observer au très honorable député que si George Shultz n'est pas son patron, il ferait mieux de demander à Keith Davey ce qu'il en pense.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Simon Reisman et son excellente équipe mènent les négociations commerciales avec beaucoup d'énergie et de savoir-faire.

Du point de vue politique, le député sait parfaitement à quoi s'en tenir quant à la compétence de la ministre du Commerce extérieur et à la nature de ses instances. Il peut se dire qu'elle saura parfaitement défendre les intérêts du Canada, au sujet de l'acier ou de n'importe quelle autre industrie et sans doute énormément pour remédier aux graves problèmes qui se posaient dans le secteur énergétique. Elle saura également faire un excellent travail dans ce domaine.

L'OFFRE DU CANADA CONCERNANT LE BOIS D'OEUVRE

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre du Commerce extérieur. Mardi dernier elle a fait une offre finale, que les États-Unis ne pouvaient pas refuser disait-elle, mais que l'industrie américaine a quand même refusé. Maintenant, le premier ministre de la Colombie-Britannique et le ministre des Forêts disent qu'il faut faire une nouvelle offre et poursuivre les négociations.

Qu'est-ce que le gouvernement canadien entend faire? Va-t-il présenter une nouvelle offre finale, ou allons-nous en revenir à la position antérieure et nous présenter devant les tribunaux commerciaux compétents, pour plaider l'affaire au fond?